Burundi : L’armée recourt aux Imbonerakure

La Libre Belgique,Â 1 juillet 2021 Alors que la dÃ©lÃ©gation de lâ€™Union europÃ©enne a informÃ© les autoritÃ©s du rÃ©g
militaire du Burundi de son intention dâ€™Å“uvrer Ã la levÃ©e de la suspension de son aide directe, on a appris la libÃ©ration d
militant des droits de lâ€™homme Germain Rukuki.

CondamnÃ© Ã 32 ans de prison en 2018 pour avoir participÃ© en 2015 Ã des manifestations contre la candidature Ã un troisiÃ¨me mandat â€“ expressÃ©ment interdite par lâ€™Accord de paix dâ€™Arusha â€“ du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, il a peine ramenÃ©e Ã un an de prison par une cour dâ€™appel, le 22Â juin, aprÃ¨s quatre annÃ©es de dÃ©tention. Ã€ cÃ´tÃ© de bonne nouvelle, cependant, il en est de plus inquiÃ©tantes. Ainsi, le gÃ©nÃ©ral de brigade V. Bibonimana, du Commandement de la Force de la Marine, a Ã©crit ce 30Â juin (voir notre document) Ã deux commandements en vue du renforcement de la sÃ©curitÃ© afin de â€œmettre hors dâ€™Ã©tat de nuire (des) bandes armÃ©esâ€• â€“ certaines dâ€™oppo identifiÃ©es. Pour ce faire, le gÃ©nÃ©ral donne une sÃ©rie de recommandations, parmi lesquelles celle dâ€™â€•associer les a membres des corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© et mouvements politiques armÃ©sâ€•. Au Burundi, il nâ€™y a quâ€™un â€ politique armÃ©â€•, câ€™est la milice du parti au pouvoir (CNDD-FDD), les Imbonerakure, principaux auteurs, avec les forces d lâ€™ordre, des trÃ¨s nombreuses violations des droits de lâ€™homme qui sont commises quotidiennement dans le pays. Si le recours aux miliciens par lâ€™armÃ©e est dÃ©noncÃ© depuis longtemps par les dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme, le vo en toutes lettres dans un document officiel. Cet ordre est Ã©mis aprÃ¨s trois attaques sanglantes, particuliÃ¨rement cruelles et non revendiquÃ©es, contre des civils. Elles ont eu lieu dans les provinces de Bujumbura, Mwaro et Muramviya. Cette derniÃ¨re a eu lieu le week-end dernier Ã Rutegama, commune voisine de Giheta, celle du PrÃ©sident de la RÃ©publique, le gÃ©nÃ©ral Evariste Ndayishimiye. Rutegama est, en outre, la commune du chef du cabinet civil du PrÃ©sident le gÃ©nÃ©ral Gabriel Nizigama (plus connu sous son surnom de â€œTibiaâ€• parce quâ€™il aime casser cet os chez ceux qui son pouvoir). â€œCes assaillants sont des professionnels, pas des broussards sortis de la forÃªt. Comment comprendre ces attaques, visant de petites gens, sinon comme un signal visant Ã montrer quâ€™ils peuvent frapper partoutÂ ? Sâ€™ils ne sont de connivence avec la SÃ©curitÃ©, ils connaissent les failles de celle-ciâ€•,Â commente un observateur Ã Bujumbura. Par Mar France Cros